

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 mars 2023.

Vous doutez encore de leur santé mentale ?

- Renifler la sueur des autres pourrait être bénéfique... pour notre santé mentale - Yahoo

Les fachos de la BRAV-M se déplacent en moto, on peut prévoir un kilo de clous à disperser sur la chaussée avant leur passage...

Totalitarisme. Dictature climatique. Ils veulent tout contrôler de la production à la consommation.

**Alimentation : la France se pose en leader mondial sur le marché des insectes - francetvinfo.fr
26 mars 2023**

Pour remplacer les protéines animales dans l'élevage ou dans l'alimentation humaine, plusieurs fermes françaises ont fait le pari des insectes. Le marché devrait s'élever à plusieurs milliards d'euros en 2030.

Des entreprises françaises sont devenues leader sur la scène mondiale des produits à base d'insectes pour nourrir les animaux, et bientôt les hommes. À Rethel (Ardennes), dans une ferme de 16 000 m² sortie de terre en 18 mois, Cédric Auriol a développé son entreprise, Agronutris. 12 ans de recherche et 100 millions d'euros investis ont permis d'inventer les conditions d'élevage de la mouche soldat noire. Cette espèce a la capacité de transformer ses œufs microscopiques en larves 10 000 fois plus grosses. Pendant dix jours, elles se nourrissent de déchets végétaux récupérés dans les industries voisines.

L'élevage d'insectes est une filière prometteuse sur laquelle l'Etat français a misé pour assurer sa souveraineté alimentaire. La banque publique d'investissement a soutenu plusieurs start-ups afin qu'elles se développent à dimension industrielle. La plus grande ferme d'insectes du monde se trouve ainsi à Nesles, dans la Somme. Ce marché est évalué à plusieurs milliards d'euros d'ici 2030, dans une filière où la France se positionne en tête. francetvinfo.fr 26 mars 2023

En complément.

Ordre international : «Le monde anglo-saxon cherche à tout contrôler», accuse Medvedev - RT France 25 mars 2023

«Les pays occidentaux ont besoin de dominer en se basant sur leurs propres idées. Le monde dit "anglo-saxon" a élaboré ces idées» : lors d'une discussion avec des journalistes de médias russes le 22 mars, le vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev, a

accusé les Occidentaux de chercher à façonner un ordre international dont ils seraient les maîtres.

«*Au lieu de la Charte de l'ONU, ils prônent "un ordre basé sur des règles". Mais qui a inventé ces règles ? "C'est nous". Et pourquoi faut-il les respecter. "Parce que ce sont de bonnes règles. Et nous, nous sommes les meilleurs", disent-ils*», a déclaré l'ex-président russe. Or selon lui, l'Occident est un temps seulement parvenu à imposer son ordre international – juste après la dissolution du Pacte de Varsovie et du Conseil d'assistance économique mutuelle (organisation d'entraide économique entre différents pays communistes). Par la suite, les vellétés dominatrices des Occidentaux ont été compromises par l'essor de la Chine et la réaffirmation de la Russie sur la scène internationale. RT France 25 mars 2023

En famille. C'est bien l'espèce humaine leur ennemi.

L'Allemagne va simplifier la procédure pour changer de genre - LePoint.fr 25 mars 2023

Le gouvernement d'Olaf Scholz a trouvé un accord simplifiant la procédure administrative pour les personnes souhaitant changer de genre, réclamé de longue date par la communauté LGBT +.

« *En tant que groupe parlementaire du SPD, nous saluons expressément le fait que la loi sur l'autodétermination avance enfin* », a déclaré à l'Agence France-Presse Jan Plobner, porte-parole du parti social-démocrate pour les questions concernant les personnes transgenres au Bundestag.

Le gouvernement du social-démocrate Olaf Scholz, allié aux Verts et aux Libéraux, s'est engagé à lutter contre les discriminations subies par la communauté LGBT +. En novembre 2022, il a adopté un vaste plan d'action prévoyant entre autres un ancrage spécifique de leur droit dans la Constitution. LePoint.fr 25 mars 2023

Lu.

- La phrase « *on ne savait pas* » est l'excuse qui aura permis au totalitarisme de s'installer. C'est la phrase typique des périodes post-totalitaires. Et il est très dangereux de s'en contenter.

J-C - Il serait plus honnête ou moins hypocrite de dire dans bien des cas, on ne voulait pas savoir, plutôt que, on ne savait pas, sous-entendant, cela nous arrangeait de faire semblant de ne pas savoir pour couper court à la discussion et garder intacte notre bonne conscience.

Lu dans une revue philosophique.

- Ce qui oppose la droite et la gauche relève moins des grandes thématiques politiques que de leurs traitements. Les nouveaux enjeux n'échappent pas à cette règle.

En réalité, pour tous les sujets, même les plus neufs, nous retrouvons une opposition gauche-droite qui consiste, dans un cas, à vouloir résoudre un problème en transformant la société « dans le sens du progrès » ; dans l'autre, en cessant les « *expérimentations aventureuses* ». Le clivage gauche-droite semble assez bien correspondre à celui qui oppose progressisme (éventuellement

révolutionnaire) et conservatisme (éventuellement réactionnaire) ; partisans du changement et partisans de la stabilité.

Lu dans le registre on n'arrête plus le délire.

- C'est le moment de faire le point sur le « *biopouvoir* » que décrivait Foucault et sur l'infinie malsaine volonté qu'on les plus puissants de contrôler l'Humanité jusque dans sa biologie et sa psychologie la plus intime.

J-C - Pour qu'ils puissent se rendre maître d'un tel contrôle, il faudrait qu'ils aient une emprise sur l'Humanité. Or, en dehors de ceux qui prennent au sérieux leurs délires mégalomaniques en occident et dans certains pays en Asie à l'esprit militarisé, Corée du Sud, Japon, Chine, à part profiter de l'ignorance des masses qui profite à l'inertie de l'histoire, même le culte qu'elles manifestent envers le pouvoir ou le respect que leur inspire le régime en place ne parvient pas à les contraindre longtemps à adopter un comportement opposé à leurs intérêts ou aspirations. Même les pires dictatures, les dictatures militaires ou fascistes ne durent qu'un temps.

Lu à propos de la Cour pénale internationale (CPI)

- Le cas de la Cour pénale internationale illustre une contradiction fondamentale entre les approches réalistes et libérales des relations internationales et du droit international. Les réalistes font appel à la souveraineté nationale. Si les États se sont mis d'accord pour la limiter volontairement, la décision leur appartient, mais la limitation ne devrait avoir lieu qu'avec le consentement des États. Les libéraux estiment que les institutions internationales peuvent passer outre cette souveraineté. Selon eux, des institutions dotées d'une juridiction mondiale sont possibles, même si les États n'ont pas volontairement accepté de s'inclure dans cette juridiction.

Qui dicte les règles de la Cour pénale internationale ? Les trois principaux bailleurs de fonds de l'actuelle CPI sont : 1) George Soros ; 2) le Royaume-Uni, par l'intermédiaire du ministère britannique des affaires étrangères et du Commonwealth ; 3) l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme de l'Union européenne, dont les initiatives sont liées au bureau de Soros. La Cour est financée par les contributions des États parties et les contributions volontaires de gouvernements, d'organisations internationales, de particuliers, d'entreprises et autres.

Si l'État américain (mais pas les cercles mondialistes) a toujours eu de mauvaises relations avec la CPI, les Britanniques, au contraire, ont activement soutenu l'institution. Principalement parce qu'elle se trouve dans un pays avec lequel les Windsor et de nombreux projets mondialistes, du Bilderberg aux agents étrangers (interdits en Russie) de Bellingcat, ont des liens étroits avec la dynastie régnante.

En 2007, Mabel, comtesse d'Orange-Nassau et en même temps fonctionnaire de Soros, a déclaré : « *nous avons poussé à la création de la Cour pénale internationale, qui est maintenant basée à La Haye, faisant de cette ville la capitale internationale de la justice* ».

L'année dernière, c'est la Grande-Bretagne qui a créé une coalition de donateurs pour faire pression en faveur d'une enquête sur les « *crimes russes* ». Comme l'ont noté les médias occidentaux, « dans les semaines qui ont suivi le 24 février [2022], la Cour a été « *inondée d'argent et de*

détachements » ». Les participants occidentaux à la CPI n'ont pas lésiné sur les moyens pour financer l'« enquête » sur l'Ukraine. Les États qui ont initié des contributions financières supplémentaires à la CPI comprennent le Royaume-Uni (24 mars 2022 pour un million de livres sterling « supplémentaire »), l'Allemagne (déclarations des 4 et 11 avril pour un million d'euros « supplémentaire »), les Pays-Bas (déclaration du 11 avril pour une « contribution néerlandaise supplémentaire » d'un million d'euros) et l'Irlande (déclaration du 14 avril pour 3 millions d'euros, dont 1 million d'euros « à distribuer immédiatement »).

Sur quoi ne nous ont-ils pas menti ?

Les mensonges de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques - Réseau Voltaire 25 mars 2023

Une réunion, selon la formule Arria, s'est tenue en marge du conseil de Sécurité des Nations unies, le 24 mars 2023, sur le thème « *Risques découlant de la politisation des activités de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques* ».

Le journaliste de Greyzone, Aaron Mate, y a démontré les incohérences du rapport de l'OPWC sur la prétendue attaque chimique que l'armée syrienne aurait perpétrée contre son propre peuple à Douma, le 7 avril 2018.

Aaron Mate at UN: OPCW cover-up denies justice to Douma victims (en anglais mais option avec sous-titre en français)

https://www.youtube.com/watch?v=v1BCtPgyxYI&embeds_euri=https%3A%2F%2Fwww.voltaire.net.org%2F&source_ve_path=MjM4NTE&feature=emb_title

J-C - The Grayzone est un site d'actualité et un blog positionné politiquement entre la gauche et l'extrême gauche fondé et édité par le journaliste américain Max Blumenthal en 2015. Sachant que selon Wikipédia il est réputé faire preuve de "*complaisance envers les régimes autoritaires, son soutien au régime de Bachar el-Assad, sa négation du génocide ouïghour, son soutien à la propagande de Vladimir Poutine et sa promotion de théories complotistes*", il relaie aussi la cause palestinienne, bref, autant de crimes qui en font un "*site conspirationniste*", par conséquent, il a toute notre sympathie, et nous vous le recommandons comme source fiable d'informations en anglais ou en espagnol. (Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/The_Grayzone)

Je me suis permis de les contacter pour leur demander s'ils ne pourraient pas envisager une version française de leur site Internet.

A bas la Ve République ! Capitalisme : stop ou encore ? Chassons Macron !

7 Français sur 10 sont contre : la part des Français opposés à la réforme des retraites progresse encore - Publicsenat.fr 27 mars 2023

Un texte toujours plus impopulaire. A la veille d'une dixième d'action syndicale et de mobilisations dans les rues, le rejet contre la réforme des retraites s'accroît. Selon une enquête réalisée par

Toluna Harris Interactive pour Public Sénat et l'agence AEF Info ce 26 mars, 69 % des Français sont défavorables au projet de loi. C'est une hausse de sept par rapport au précédent sondage du 14 mars, et sans un chiffre au plus haut depuis le début des mesures effectuées par Toluna Harris Interactive. Publicsenat.fr 27 mars 2023

Elever encore d'un cran le niveau de la provocation.

Manifestations du 28 mars: Darmanin annonce un "dispositif inédit" de 13.000 forces de l'ordre, dont 5500 à Paris - BFMTV 27 mars 2023

Twitter

- La Société des journalistes de France 3 Rédaction Nationale (@sdjfrance3rn) dénonce le « mauvais traitement » de la réforme des retraites et des manifestations dans les JT de France Télévisions.(Communiqué)

<https://twitter.com/2022Elections/status/1640345687005986819?cxt=HHwWhoCw7cPt1sMtAAAA>

- 20 jours après le début de la grève des éboueurs du secteur public à Paris, le privé rejoint le mouvement avec une grève dès ce dimanche soir dans cinq arrondissements qui n'étaient jusqu'ici pas touchés.

Les masses tentent de s'organiser et de pallier l'absence d'un syndicalisme révolutionnaire.

Grève contre la réforme des retraites : à l'incinérateur d'Ivry, les manifestants défendent les blocages pour "toucher l'Etat au portefeuille" - francetvinfo.fr 28 mars 2023

Plusieurs centaines de personnes ont empêché la réception des ordures au centre d'incinération des déchets de ce site en bordure sud de la capitale, lundi. Mais au-delà de la mobilisation quotidienne, les interrogations sur la suite du mouvement fument.

Les applaudissements retentissent devant le centre d'incinération des déchets d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), lundi 27 mars. En cette fin de matinée, les camions bennes rentrent se garer, après avoir déchargé leur cargaison à Romainville (Seine-Saint-Denis), faute d'avoir pu accéder au site d'Ivry. Dès 8 heures, des dizaines, puis des centaines de salariés d'autres secteurs sont venus prêter main forte aux grévistes de l'incinérateur, qui ont cessé le travail le 6 mars pour protester contre la réforme des retraites.

Parmi eux : des éboueurs, des cheminots, des salariés des industries électriques et gazières, des enseignants, des étudiants. Mais aussi quelques députés de La France insoumise, comme Antoine Léaument et Eric Coquerel, ou encore Alice Coffin, adjointe Europe Ecologie-Les Verts (EELV) à la mairie de Paris. Résultat : malgré la présence de policiers, le barrage filtrant a fonctionné, empêchant l'incinérateur de réceptionner les ordures. Depuis la cabine de leur véhicule vert, les éboueurs saluent la foule dans un concert de klaxons.

"Faire grève n'est pas suffisant"

Pourquoi s'être déplacé sur un lieu de travail qui n'est pas le leur ? *"Il faut que les secteurs de pointe puissent tenir, qu'ils sentent qu'ils ne sont pas seuls"*, explique Bertrand, enseignant d'histoire-géographie en Essonne. Ce militant du Snes-FSU, le premier syndicat des enseignants de second degré, est venu en compagnie de connaissances de l'interprofessionnelle du 20e arrondissement, un réseau de travailleurs lancé en 2019 lors de la lutte contre le précédent projet de réforme des retraites.

"Il ne faut pas se cantonner aux manifestations de l'intersyndicale, où on défile bien gentiment une fois par semaine, puis on rentre chez soi", avance aussi Maurin, professeur de SES dans un lycée de Courbevoie (Hauts-de-Seine). *"Je vais là où je suis le plus utile, j'essaie d'être dans l'action"*, ajoute celui qui s'informe sur les lieux de blocage via le média alternatif paris-luttes.info. *"Faire grève n'est pas suffisant. Il y a besoin de faire des actions qui dérangent, sinon, on n'est pas écouté"*, renchérit Aurore, développeuse dans une PME en informatique. En grève depuis le 7 mars, elle a été prévenue de l'appel des salariés de l'incinérateur par des connaissances rencontrées ici la semaine dernière.

A côté d'elle, Nicolas et Joël, ingénieur-chercheur et cadre chez EDF, ont été envoyés par la coordination régionale d'Ile-de-France de la CGT. *"Ce matin, certains de nos collègues grévistes sont allés aider le mouvement à l'incinérateur d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) et d'autres sont venus ici"*, détaillent les deux quinquas. Pour obtenir le retrait de la réforme des retraites, *"il faut toucher l'Etat au portefeuille en organisant des grèves reconductibles partout où c'est possible"*, estime Nicolas.

"Il faut une unité beaucoup plus forte au niveau de la nation, il faut que tout le monde fasse grève, acquiesce Paul, technicien exploitant de l'incinérateur d'Ivry. [Emmanuel] Macron l'a dit lui-même, il n'y a qu'en mettant l'économie à terre que ça va marcher."* *"Mon message aux autres travailleurs, c'est : 'N'attendez pas qu'on gagne la bataille sans vous, venez nous aider !'"*, lance aussi Samuel, éboueur dans le 14e arrondissement de Paris, qui rappelle qu'en 2006, la mobilisation avait eu raison du contrat de première embauche (CPE) porté par le gouvernement de Dominique de Villepin.

"Une grève, ça coûte"

Pourtant, malgré l'opposition d'une majorité de Français et des manifestations record, les grèves reconductibles peinent à essaimer au-delà de quelques secteurs stratégiques (énergie, raffineries, dockers, cheminots, éboueurs). *"Ça fait un moment que l'intersyndicale aurait dû annoncer la grève générale reconductible"*, lâche Aurore, mettant le doigt sur les divergences stratégiques entre syndicats réformistes et contestataires. *"Une grève, ça coûte, et tout le monde n'a pas les moyens de la faire"*, justifie Nicolas, qui a cessé le travail depuis trois semaines, et confesse se *"reposer sur [s]a partenaire et piocher dans [s]es économies"*.

"Bien sûr que trois semaines sans salaire, ça fait mal, mais ensuite la victoire c'est pour toute une vie !, rappelle David, salarié de l'incinérateur d'Ivry. Je pense à mon fils, j'aimerais lui laisser ce qu'on m'a légué."* Alors que la principale caisse de grève nationale a dépassé les deux millions d'euros fin mars, ce jeune papa n'a que peu d'espoir de toucher un centime. *"Je ne compte pas là-dessus : si je fais grève, c'est par conviction. Et je continuerai jusqu'au retrait de la réforme."*

Bertrand, le prof d'histoire-géo, ne croit plus *"à la grève générale totale"*. Mais, selon lui, elle n'est pas nécessaire pour obtenir le retrait de la réforme tant contestée. *"Il faut que le gouvernement ne*

puisse pas anticiper la fin du mouvement, donc que ça vienne de partout, qu'il y ait des blocages successifs par secteur. A chaque fois, il faut tenir le blocage le plus longtemps possible. Et ensuite, un autre secteur doit prendre le relai", détaille celui qui espère que l'enseignement organisera "une semaine morte" avec des fermetures massives de classe. "Les flics vont être à cran, ils font des heures pas possibles", relève de son côté Jean*, exploitant à l'incinérateur d'Ivry.

"Il faut qu'on organise davantage nos réseaux"

Le barrage filtrant a fonctionné, la journée est un succès. Mais la bataille est loin d'être gagnée, relève Marc Bontemps, secrétaire général du Syndicat de la production de la région parisienne, qui fait partie de la FNME-CGT. "Comment on utilise nos ressources limitées pour bloquer partout ?", s'interroge le syndicaliste face à la foule rassemblée devant l'incinérateur. "On est 700, mais on pouvait bloquer le site de la même manière en étant 200. Et les 500 autres auraient pu être utiles ailleurs. Il faut qu'on organise davantage nos réseaux, de manière à toucher plus de secteurs économiques pour généraliser la grève."

Pour ce faire, des salariés de divers secteurs (raffineries, éboueurs, cheminots, transports aériens...), des collectifs étudiants et contre les violences policières ont lancé mi-mars le Réseau pour la grève générale, qui vise à promouvoir le lancement de comités d'action locaux afin de recenser et d'aider à l'organisation de la grève générale dans un grand nombre de secteurs. En Ile-de-France, une nouvelle réunion était prévue lundi soir.

Plus que jamais : grève générale pour l'abrogation de la loi contre les retraites ! - Groupe marxiste internationaliste 21 mars 2023

<https://groupemarxiste.info/2023/03/21/plus-que-jamais-greve-generale-pour-labrogation-de-la-loi-contre-les-retraites/>

J-C - Je partage cet article et l'appel à la grève générale jusqu'à l'abrogation de la loi Macron, mais pas en direction des bureaucrates syndicaux corrompus, cette condition ou concession est inacceptable.

Le mouvement ouvrier et la classe ouvrière sont les otages de ces agents de l'oligarchie financière, et si au cours des 75 dernières années nous ne sommes pas parvenus à construire une alternative, ce n'est pas la faute à la fatalité ou parce que cela aurait été impossible, non, c'est parce que tous les courants du mouvement ouvrier ont collaboré avec la social-démocratie dégénérée et le stalinisme au maintien du régime en place. S'adresser à cette pourriture, c'est du sadisme, décidément c'est contagieux !

Le mouvement ouvrier et la grève générale (1) : 1842-1850 - Groupe marxiste internationaliste 5 mars 2023

<https://groupemarxiste.info/2023/03/05/le-mouvement-ouvrier-et-la-greve-generale-1-1842-1850/>

La grève générale (2) : 1850-1905 - Groupe marxiste internationaliste 15 mars 2023

<https://groupemarxiste.info/2023/03/15/la-greve-generale-2-1850-1905/>

Tant qu'il s'agit de théorie ou de brasser du vent à coup de citations ou de bonnes intentions pour se faire passer pour de vaillants révolutionnaires, ils sont inégalables, mais dès qu'il s'agit de passer à l'exercice pratique, c'est une véritable catastrophe! Prenons par exemple le cas de la dictature sanitaire des 3 dernières années, comment ont-ils abordé cette question, c'est simple, ils l'ont soutenue. Lisez et faites-vous votre propre idée. C'est un cas d'école révélateur...

Personnellement je n'ai jamais porté une muselière et je ne me suis pas fait injecter leur saloperie générique expérimentale parce que c'était inutile tout simplement, je ne suis pas un cobaye. L'OMS vient de déclarer que la covid était en fait l'équivalent de la grippe, ce que nous savions depuis le premier jour, mais il y en a encore pour croire le discours de l'OMS de janvier 2020, bien qu'il se soit avéré totalement frauduleux.

Voilà ce qui figure notamment dans leur revue *Révolution Permanente* à la page 25 :

- Dans certains pays, des gouvernements refusent de prendre des mesures, tandis que dans d'autres, il y a des manifestations réactionnaires s'opposant au port du masque et à la vaccination, au nom de la « liberté ». Le noyau dur des manifestations agrège les obscurantistes anti-vaccins, les illuminés conspirationnistes, des partis xénophobes, des groupes fascistes. Les chefs affirment vouloir défendre la « liberté » contre la « dictature sanitaire ». En fait, il s'agit de la liberté de contaminer les autres.

En matière de santé publique, la règle n'est pas la liberté individuelle, mais la norme obligatoire.

J-C - La "norme obligatoire" édictée par Gates-Rockefeller-OMS-Davos, bravo ! Ils sont encore plus fanatisés que les autorités sanitaires ! C'est cela l'extrême gauche en France. Je n'écris pas ce qu'elle est devenue, parce qu'elle ne valait pas mieux avant, il nous aura fallu du temps pour nous en apercevoir. Ils sont irrécupérables parvenus à ce stade de pourriture, car ce sont tous des bac + et ils ont eu accès aux mêmes documents que nous sur le Net, donc leur déni n'a d'équivalent que celui de Macron qu'ils partagent. Après comment voulez-vous que les militants et les travailleurs ne se retrouvent pas dans une grande confusion ?

Méga-bassines de Sainte-Soline : Plusieurs blessés et des fourgons de gendarmerie ont été incendiés - lemediaen442.fr 25 mars 2023

Il y a eu des affrontements extrêmement intenses à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres où plusieurs milliers de personnes manifestent contre le projet de méga-bassines. Les affrontements ont fait 16 blessés parmi les gendarmes, dont 1 grièvement qui a été hélicoptéré. Du côté des manifestants, 2 personnes ont été grièvement blessées, dont 1 victime d'un traumatisme crânien en urgence absolue.

Le projet de méga-bassines est très controversé et a été acté en décembre 2021. Il consiste en la construction de 16 bassins d'irrigation géants dans les Deux-Sèvres pour permettre de faire face aux sécheresses à répétition.

Les manifestants refusent le projet de méga-bassines pour plusieurs raisons. Tout d'abord, ces bassines centralisent d'énormes quantités d'eau à l'air libre, ce qui peut entraîner une évaporation importante et un gaspillage d'eau. De plus, les mégabassines servent essentiellement à alimenter des productions très gourmandes en eau, comme le maïs, majoritairement destiné à l'élevage industriel. Elles servent avant tout les intérêts des acteurs agro-industriels, au détriment de solutions locales et paysannes. lemediaen442.fr 25 mars 2023

L'Allemagne frappée par une "méga-grève" dans les transports - AFP 27 mars 2023

Un mouvement de grève d'une ampleur rarissime pour l'Allemagne a commencé lundi à paralyser tout le secteur national des transports, alors que les syndicats réclament des hausses de salaires face à l'inflation.

Les salariés des aéroports, du rail, du fret maritime, des sociétés d'autoroutes, des transports locaux sont appelés depuis minuit (22h00 GMT) à 24h00 d'arrêt de travail.

Cette mobilisation s'inscrit dans un contexte de tensions sociales croissantes en Allemagne, où les grèves pour les salaires se multiplient depuis le début de l'année, des écoles aux hôpitaux, en passant par la Poste.

Contrairement à des pays comme la France, un tel mouvement unitaire entre les syndicats EVG et Ver.di, représentant respectivement 230.000 salariés des sociétés ferroviaires et 2,5 millions d'employés des services, est extrêmement rare.

Les syndicats demandent plus de 10% de revalorisation salariale.

Après la menace d'une "grève à durée indéterminée", les 160.000 salariés de la Deutsche Post, qui négocient à part, ont déjà obtenu début mars une hausse de salaire moyenne de 11,5%.

Fin 2022, près de 4 millions de salariés allemands de l'industrie ont décroché une hausse de salaires de 8,5% sur deux ans, après plusieurs semaines ponctuées par des arrêts de travail.

Mais la contestation est plus large. "*Ce n'est pas qu'une question de salaire mais de moyens*", a déclaré à l'AFP Jan Exner Konrad, 34 ans, participant à une manifestation de professeurs à Berlin jeudi.

Santé.

De nouveaux documents révèlent que Pfizer et le CDC ont dissimulé des preuves de myocardite suivant les injections de COVID Par Michael Nevradakis - Mondialisation.ca 27 mars 2023

Pfizer et les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) ont dissimulé des preuves que les vaccins COVID-19 provoquaient des myocardites, selon des documents obtenus par Children's Health Defense par le biais d'une demande au CDC en vertu de la loi sur la liberté d'information, et des documents divulgués cette semaine à Project Veritas.

<https://www.mondialisation.ca/de-nouveaux-documents-revelent-que-pfizer-et-le-cdc-ont-dissimule-des-preuves-de-myocardite-suivant-les-injections-de-covid/5676421>

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

La Russie met en garde la Grande-Bretagne contre la fourniture à l'Ukraine d'obus à l'uranium appauvri

Le 20 mars 2023, Annabelle Goldie, ministre d'État à la Défense britannique, a annoncé qu'en plus de fournir des chars Challenger 2 à l'Ukraine, la Grande-Bretagne fournirait aussi des obus à l'uranium appauvri, que la Russie considère comme des bombes sales. Moscou a mis en garde Londres contre cette nouvelle escalade militaire.

<https://www.donbass-insider.com/fr/2023/03/21/la-russie-met-en-garde-la-grande-bretagne-contre-la-fourniture-a-ukraine-obus-a-uranium-appauvri/>

Tchad.

Le Tchad nationalise les actifs d'ExxonMobil - reseauinternational.net 26 mars 2023

Le Tchad a annoncé la nationalisation de tous les actifs d'Esso Tchad, une ex-filiale du géant américain des hydrocarbures ExxonMobil dont N'Djamena conteste la vente récente à une compagnie britannique.

Le ministère tchadien de l'Énergie a annoncé vendredi 24 mars, la nationalisation de tous les actifs et droits appartenant à cette filiale de la compagnie pétrolière américaine ExxonMobil, y compris les permis d'hydrocarbure et les permis d'exploration et de production.

Les actifs d'Exxon auraient inclus une participation de 40% dans le projet pétrolier tchadien de Doba, qui comprend sept champs pétrolifères avec une production combinée de 28 000 barils par jour (bpj).

Le rapport produit par Reuters et repris par RT mentionne également l'intérêt d'Exxon pour le système de transport d'exportation Tchad-Cameroun, qui s'étend sur plus de mille kilomètres.

La déclaration du ministère tchadien intervient alors que la société américaine a déclaré en décembre avoir conclu la vente de ses activités au Tchad et au Cameroun avec la société britannique Savannah Energy.

Le gouvernement tchadien a alors contesté l'accord d'acquisition de 407 millions de dollars, affirmant que les conditions finales étaient différentes de ce qu'Exxon avait présenté. N'Djamena a averti à l'époque qu'il pourrait demander aux tribunaux de bloquer l'achat par Savannah des actifs d'Exxon dans le pays et de prendre des mesures supplémentaires pour protéger ses intérêts.

En 2017, la Haute Cour tchadienne a exigé que l'explorateur pétrolier paie 819 millions de dollars de redevances en souffrance après qu'Exxon ait été accusé de ne pas avoir respecté ses obligations fiscales. La société est ensuite parvenue à un accord sur ses paiements d'impôts, évitant une amende de 74 milliards de dollars de la part de ce pays d'Afrique centrale.

Le Tchad possède les dixièmes plus grandes réserves de pétrole d'Afrique, exportant 90% de son brut.

source : Pars Today

Israël

Israël : des milliers de manifestants à nouveau réunis contre la réforme de la justice - France 24 26 mars 2023

Des milliers de manifestants se sont à nouveau rassemblés samedi à Tel-Aviv pour continuer à protester contre la réforme judiciaire voulue par le gouvernement, avant une semaine cruciale qui devrait être marquée par d'autres dispositions législatives et de nouvelles manifestations massives. Le ministre de la Défense a appelé à suspendre la réforme, estimant que l'opposition massive qu'elle suscite pose un problème de sécurité au pays.

Alors que des milliers d'Israéliens sont à nouveau descendus dans la rue, samedi 25 mars à Tel-Aviv, le ministre israélien de la Défense, Yoav Galant, a appelé samedi soir à une pause d'un mois dans le processus de réforme judiciaire voulue par le gouvernement. AFP/France 24 26 mars 2023

Twitter.

- Des dizaines de milliers de personnes descendent spontanément dans les rues d'Israël suite à la décision du Premier Ministre Netanyahu de limoger le Ministre de la Défense après avoir critiqué le projet controversé de réforme judiciaire. Une grève générale pourrait avoir lieu

- La police utilise le canon à eau devant la résidence de Benjamin Netanyahu à Jérusalem alors que des manifestants ont brisé des barricades pour se rapprocher du domicile du Premier Ministre Israël

Israël: manifestations après le limogeage du ministre de la Défense - AFP 27 mars 2023

Des milliers de personnes ont manifesté à Tel-Aviv dans la nuit de dimanche à lundi après le limogeage par le Premier ministre Benjamin Netanyahu de son ministre de la Défense, partisan d'une pause dans la réforme judiciaire controversée voulue par le gouvernement.

Après l'annonce du limogeage dimanche par M. Netanyahu, des milliers de manifestants ont convergé, selon la police, vers la rue Kaplan dans le centre de Tel-Aviv, épice de protestations depuis la présentation en janvier du projet de réforme qui divise le pays.

Les Etats-Unis se sont déclarés "*profondément préoccupés*", et ont souligné "*la nécessité urgente d'un compromis*".

Avec cette réforme, le gouvernement, l'un des plus à droite de l'histoire d'Israël, vise à accroître le pouvoir des élus sur celui des magistrats. Mais selon ses détracteurs, le projet met en péril le caractère démocratique de l'Etat d'Israël.

M. Netanyahu et ses alliés d'extrême droite et ultra-orthodoxes l'estiment nécessaire pour rétablir un rapport de force équilibré entre les élus et la Cour suprême, qu'ils jugent politisée.

Samedi, Yoav Gallant, pourtant du même parti de droite que M. Netanyahu, le Likoud, avait dit craindre qu'une poursuite des divisions au sein de la population sur ce dossier engendre une "vraie menace pour la sécurité d'Israël", et réclamé une pause d'un mois dans le processus.

L'annonce de son renvoi a entraîné la démission du consul général d'Israël à New York, Asaf Zamir. Le diplomate a qualifié sur Twitter le limogeage du ministre de "*dangereuse décision*" qui l'a "*convaincu qu'(il) ne pouvait plus continuer de représenter ce gouvernement*".

Israël : Netanyahu suspend sa réforme controversée - Journal du Dimanche 28 mars 2023

« *Quand il y a une possibilité d'empêcher une guerre civile par le dialogue, en tant que Premier ministre je fais une pause pour le dialogue* », a déclaré Netanyahu dans une allocution télévisée.

« *Je donne une vraie chance à un vrai dialogue en signe de ma volonté d'empêcher la division du peuple. J'ai décidé d'une pause du travail législatif sur la réforme lors de cette session parlementaire afin de parvenir à un large accord sur la législation lors de la prochaine* », précise-t-il. Cette session parlementaire devrait s'ouvrir après les fêtes de la Pâque juive, du 5 au 13 avril.

À la suite de ce discours, la Histadrout, principale centrale syndicale israélienne, a annoncé la fin de la grève générale décrétée le matin même, avec l'objectif affiché de stopper la réforme de la justice.

Chine.

Pourquoi la Chine serait-elle un ennemi ?

Je ne comprends absolument pas pourquoi le Royaume-Uni devrait chercher à se joindre aux États-Unis pour considérer la Chine comme un ennemi et chercher à développer des forces militaires dans le Pacifique pour s'opposer à la Chine.

Je ne vois aucun exemple dans l'histoire d'un État ayant atteint le niveau de domination économique auquel la Chine est parvenue, qui n'ait pas cherché à utiliser sa puissance économique pour financer l'acquisition militaire de territoires afin d'accroître ses ressources économiques. À cet égard, la Chine est bien plus pacifique que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne ou toute autre puissance autrefois dominante.

Posez-vous cette simple question. Combien de bases militaires les États-Unis possèdent-ils à l'étranger ? Et combien de bases militaires à l'étranger la Chine possède-t-elle ? En fonction de ce que vous comptez, les États-Unis ont entre 750 et 1100 bases militaires à l'étranger. La Chine en possède entre 6 et 9.

La dernière agression militaire de la Chine a été la prise de contrôle du Tibet en 1951 et 1959. Depuis cette date, nous avons vu les États-Unis envahir le Viêt Nam, le Cambodge, la Corée, l'Irak, l'Afghanistan et la Libye.

Les États-Unis ont également parrainé de nombreux coups d'État militaires, notamment en soutenant militairement le renversement de dizaines de gouvernements, dont beaucoup avaient été élus démocratiquement. Ils ont détruit de nombreux pays par procuration, la Libye en étant l'exemple le plus récent.

Rishi Sunak, le premier ministre britannique, a récité la liste des ennemis du néolibéralisme, en condamnant : « *L'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, l'affirmation croissante de la Chine et le comportement déstabilisateur de l'Iran et de la Corée du Nord* ».

Qu'est-ce que l'Iran et la Chine font précisément pour être nos ennemis ?

La seule réponse possible est la suivante : et Taïwan ? Taïwan est une partie de la Chine qui s'est séparée sous le gouvernement nationaliste après la guerre civile. Taïwan ne prétend pas ne pas être un territoire chinois.

En fait – et cela est bien trop peu compris en Occident parce que nos médias ne le disent pas – le gouvernement de Taïwan prétend toujours être le gouvernement légitime de toute la Chine. Le gouvernement de Taïwan est tout aussi favorable à la réunification que le gouvernement chinois, la seule différence étant de savoir qui en serait responsable.

Le conflit avec Taïwan est donc une guerre civile chinoise non résolue, et non un État indépendant menacé par la Chine. S'agissant d'une guerre civile qui se déroule à l'autre bout du monde, il est très difficile de comprendre pourquoi nous avons intérêt à soutenir un camp plutôt que l'autre.

La Chine est traitée comme un ennemi parce que les États-Unis ont été contraints d'envisager la mortalité de leur domination économique. La Chine est traitée comme un ennemi parce que c'est l'occasion pour les classes politiques et capitalistes d'engranger encore plus de superprofits grâce au complexe militaro-industriel.

Mais la Chine n'est pas notre ennemi. Seuls l'atavisme et la xénophobie en font un ennemi.

Pour lire l'article entièrement :

<https://reseauinternational.net/pourquoi-la-chine-serait-t-elle-un-ennemi/>

VIDÉO – La Chine et l'échiquier géopolitique. Par Prof Michel Chossudovsky et Caroline Mailloux - Mondialisation.ca, 25 mars 2023

L'affrontement US-OTAN dirigé contre la République populaire de Chine consiste en la militarisation de la mer de Chine méridionale ainsi que le renforcement de la présence militaire américaine en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Washington a également l'intention de saper l'alliance stratégique de Pékin avec la Russie qui s'est développé suite au décès de Deng Xiaoping en 1997.

À bien des égards, Deng Xiaoping agissait au nom des intérêts stratégiques américains. Au cours de son mandat, l'Armée populaire de libération avait conclu un accord de coopération militaire avec le Pentagone. L'intention de Washington était de créer et de maintenir des divisions entre la Russie et la Chine.

Les ventes d'armes américaines à la Chine ont commencé au milieu des années 1980 sous l'administration Reagan :

Des sources du Congrès ont décrit la vente comme un jalon dans ce qui a été une relation militaire en développement lent entre les États-Unis et la Chine, et ont prédit qu'elle faciliterait d'autres

ventes militaires bien plus importantes à Pékin, en discussion depuis longtemps. (WP, 19 septembre 1985)

Le leadership de la République Populaire de Chine (RPC) qui a succédé à Deng Xiaoping coïncidait avec des changements politiques majeurs en Russie. Vladimir Poutine a succédé à Boris Eltsine en 1999. Eltsine était un instrument des États-Unis, qui ne s'opposait pas (selon des documents déclassifiés) à l'extension de l'OTAN à la frontière russe.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) fut créée en 2001. Les relations géopolitiques ont évolué vers une alliance stratégique entre la Russie et la Chine.

La question de Taïwan

Ce que les médias omettent de mentionner, c'est que Taïwan entretient des relations commerciales et d'investissement avec la RPC. Pékin n'a aucune intention ou intérêt d'envahir Taïwan.

Depuis les années 1980, Taïwan a joué un rôle clé dans le développement de l'économie d'exportation de la Chine.

L'objectif tacite de Washington n'est pas de protéger Taïwan, mais plutôt d'entraver le partenariat économique de la Chine avec les investisseurs taïwanais, ainsi que de déstabiliser le développement de la haute technologie en Chine.

Fabriqué en Chine (Made in China)

La confrontation à l'endroit de la Chine pourrait conduire à la paralysie de l'économie d'exportation Made in China qui dans le contexte actuel a soutient la consommation au détail dans le monde entier dans pratiquement toutes les grandes catégories de biens de consommation.

Depuis les années 1980, l'importation en provenance de la Chine est devenue une opération très rentable de plusieurs milliards de dollars. Les importations Made in China constituent une source d'énormes profits et de richesse aux États-Unis. Les biens de consommation importés de l'économie chinoise à bas salaires sont souvent vendus au détail à plus de dix fois le prix de production.

Dans le cadre d'un processus de développement économique basé sur l'importation, le PIB augmente sans qu'il soit nécessaire de s'engager dans des activités productives. La délocalisation de la production et de l'assemblage manufacturière vers les pays à faible niveau de salaires (cheap labor) a entraîné le déclin de la production industrielle dans de nombreux pays développés dont les États Unis.

La confrontation géopolitique, y compris la militarisation et menace des États-Unis à l'endroit de la Chine, pourrait conduire à une déstabilisation du commerce mondial des biens de consommation « Made in China », avec des conséquences dévastatrices, notamment des pénuries mondiales de biens de consommation essentiels, associées à des pressions inflationnistes sous-jacents.

Ces questions sont abordées dans l'entretien avec le professeur Michel Chossudovsky.

Vidéo : La Chine et l'échiquier géopolitique

<https://rumble.com/v2ed5go-michel-chossudovsky-la-chine-et-lchiquier-gopolitique.html>